



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2589
16 mars 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

93 400 000 000 €

de profits pour le CAC 40



15 mars, 22 mars... redressons la tête !

Cheminots

**La contre-attaque
nécessaire**

pages 4 et 5

Russie

**Élection
et répression**

page 9

Mayotte

**La population
mobilisée**

page 10

Les 15 et 22 mars, redressons la tête !

93 400 000 000, soit 93,4 milliards d'euros : ce sont les profits réalisés par les entreprises du CAC40, en augmentation de 24 % par rapport à 2016.

Avec cet argent, il y a de quoi verser un salaire de 1500 euros net, cotisations comprises, à plus de trois millions de salariés pendant un an. Alors, il n'y a aucune raison d'accepter les sous-effectifs, les bas salaires et la dégradation des conditions de travail.

2,36 milliards pour PSA, 3,5 pour Renault, 5,1 pour LVMH, 6,2 pour Axa, 7,8 pour BNP Paribas et 8,4 pour Sanofi: cette débauche de profits est le produit de la lutte de classe menée par le grand patronat et le pouvoir politique contre les travailleurs.

Elle est le résultat des suppressions de postes, de l'intensification des rythmes de travail, du blocage des salaires pour les salariés de ces groupes, mais aussi pour les intérimaires et les salariés de la sous-traitance, qui tiennent les postes les plus durs et sont les plus mal payés.

Et que nous dit Macron? Que cela doit continuer. Que les travailleurs, les retraités, les chômeurs doivent encore faire des sacrifices. Pour justifier la baisse des pensions de plusieurs millions de retraités, un député macronien les a même qualifiés de «génération dorée»!

Ce gouvernement rassemble un nombre inédit de millionnaires et de profiteurs de parachutes dorés mais, à l'écouter, les retraités qui touchent plus de 1200 euros de pension seraient des privilégiés. Les cheminots et les fonctionnaires, parce qu'ils ont la sécurité de l'emploi, seraient des privilégiés.

Les CDI, qui sont moins précaires que les CDD et les intérimaires, seraient aussi des privilégiés. Et, comparés aux chômeurs, ces derniers ont encore la chance de travailler un peu... ce que le gouvernement finit presque par présenter comme un privilège.

Autrement dit, personne n'aurait à se plaindre, car il y aurait toujours pire que soi. C'est de la propagande grossière. Elle vise à nous diviser et à nous forcer à reculer et à nous aligner sur les plus mal traités et les plus mal payés. Et pendant ce temps, les plus riches amasseront leurs fortunes et jouiront de sinécures incroyables.

Les cheminots, pas plus qu'aucun autre travailleur, n'ont de leçons à recevoir de personne.

Les plus grandes fortunes augmentent chaque année de 10 ou 20%. Et la sécurité de l'emploi serait devenue un luxe intenable? Les actionnaires sont arrosés de dividendes. Et les augmentations de salaire et les embauches seraient impossibles? Le gouvernement a accordé six milliards de remises fiscales aux plus riches. Et les hôpitaux, les Ehpad, les écoles et les tribunaux devraient se débrouiller avec des bouts de ficelle? Non, il ne faut pas l'accepter.

Macron s'est mis à dos une bonne partie des classes populaires. Eh bien, il faut souhaiter que ce mécontentement finisse par lui éclater à la figure!

Ce qui manque aux travailleurs, c'est de reprendre confiance dans leur force collective. L'écrasante majorité était opposée à la loi El Khomri en 2016 et aux ordonnances Macron. Mais trop peu de travailleurs se sont engagés dans les grèves et les manifestations pour arrêter ces attaques.

Cela fait dire à certains que «plus personne ne veut se battre». Ce n'est pas vrai. Il y a des travailleurs qui veulent se faire entendre et se battre.

Le 15 mars, les retraités manifesteront. Le personnel des Ehpad et des services à domicile, qui manque cruellement de moyens, sera en grève et la métallurgie organisera des rassemblements. Le 22 mars, c'est la fonction publique, la RATP, EDF et les cheminots qui descendront dans la rue.

La mobilisation des travailleurs de la SNCF aura une importance particulière. Contrairement aux directions syndicales qui lanternent pour appeler à la grève reconductible, beaucoup de cheminots savent qu'ils n'ont pas le choix et doivent se préparer à une lutte difficile. Il faut qu'ils aient l'opinion ouvrière avec eux. Ce n'est pas qu'une question de solidarité: il en va de l'intérêt de l'ensemble du monde du travail.

Au travers de ce bras de fer, Macron veut prouver que rien ni personne ne l'arrêtera dans sa politique antiouvrière. Si les cheminots le font reculer, ils modifieront le rapport de force politique et le monde du travail en sortira moralement conforté. Dans le cas contraire, Macron et la bourgeoisie redoubleront d'arrogance et auront la voie libre pour poursuivre leur offensive.

Alors, il faut que les cheminots ripostent à l'attaque et que les travailleurs en général relèvent la tête. Ils ont à se battre avec la fierté de ceux qui n'ont jamais volé leur pain et n'acceptent pas d'être sacrifiés sur l'autel des profits.

Au sommaire

AVEC LES CHEMINOTS

Le 22 mars, début de la contre-attaque	4
Les syndicats discutent, les cheminots défendent leur peau	4
Dans nos bulletins SNCF	4
Échos de la mobilisation	5
Les facteurs de Vierzon seront avec les cheminots le 22 mars	5
La grève de 1995, un mauvais souvenir pour le gouvernement et le patronat	5

LEUR SOCIÉTÉ

FN, nouvel emballage, même produit nocif	6
Retraites agricoles	6
L'éternel retour du Parti socialiste	6
Nos résultats dans les élections partielles	6
Égalité femmes-hommes	7
Mineurs étrangers, une politique abjecte	7
Nantes : non à l'expulsion des migrants	7
CAC 40 : exploitation record	7

Macron en Inde pour les patrons français	11
Macron colle aux "valeurs de la démocratie"	11
Parcoursup, encore plus de sélection	11
Mobilisation au Lycée Pro Choisy-le-Roi	13
Protectionnisme : guerre entre capitalistes	16
Un piège pour les travailleurs	16
Procès de Tarnac	16

DANS LE MONDE

Espagne : les femmes dans la rue pour leurs droits	8
--	---



Argentine : vers une loi légalisant l'avortement	8
Tunisie : contre l'inégalité dans l'héritage	8
Russie : campagne électorale et répression	9
Mayotte : la mobilisation continue	10
Iran : toujours la contestation ouvrière	10
ENTREPRISES	
Ford-Blanquefort, une première manifestation réussie	13
Peugeot Japy, les dépeceurs	

à l'œuvre	13
General Electric - Villeurbanne, la direction a reculé	13
Safran-Snecma - Gennevilliers, débrayage contre un licenciement	14
EDF - Nanterre, les salariés du nettoyage ne se laissent pas faire	14
Carrefour, grève contre le plan d'attaque de Bompard	14
Air-France, la direction pleure misère	15
L'affaire de la chemise en appel	15

Mobilisations du 15 mars : une première étape

Le 15 mars, des dizaines de manifestations devaient se dérouler, à Paris et en régions, pour renouveler l'expression de la colère des retraités d'une part, des employés des Ehpad, des services de gériatrie et de l'aide à domicile et des familles de résidents âgés et dépendants d'autre part.

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre. Macron, Philippe et la ministre de la Santé Buzyn ont entendu fin janvier les milliers de manifestants, les grévistes qui protestaient contre les conditions de travail scandaleuses qui leur sont imposées dans les Ehpad, les lits fermés dans les services de gériatrie, le véritable casse-tête des aides à domicile pour visiter chacune et chacun. La seule réponse de la ministre, hormis la constatation que près d'un quart des établissements seraient perdants à la

réforme des financements, a été de rappeler le vote d'une petite enveloppe de 50 millions d'euros.

On ne saurait être plus méprisant ! Alors que de toutes parts parviennent des témoignages d'épuisement de soignants, de malaise face aux personnes âgées délaissées par manque de temps, de familles démunies devant la situation de leurs aînés, alors qu'on sait qu'il manque 200 000 postes dans les établissements, sans compter l'aide à domicile, elle aussi en sous-effectif, alors qu'il n'existe

en moyenne qu'un seul lit disponible en Ehpad pour six octogénaires, un silence criminel est de mise au gouvernement. Le seul signe de vie a été l'annonce, par le ministère de la Santé, de « l'ouverture d'un cycle de rencontres avec les acteurs et représentants des personnels et des institutions du secteur des personnes âgées ».

Traités avec le même mépris, des millions de retraités ont vu depuis février leur pension amputée de 15 à 50 euros par mois. Cela concerne ceux dont le revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'impôt de l'année 2017 a dépassé 14 404 euros pour une personne seule en métropole, ou 22 096 euros pour un couple, même si l'un des deux touche une pension inférieure au seuil. Macron

voudrait faire passer ceux-là pour des privilégiés, en augmentant de 1,7% le taux de la CSG appliqué aux pensions de retraite. Or non seulement les retraites ont été bloquées pendant quatre années, en octobre dernier elles n'ont été augmentées que d'un maigre 0,8%, mais les retraités ont subi les mêmes hausses des prix que tous, sur le carburant, le gaz, les timbres... Depuis des années, leurs revenus sont attaqués, par la suppression de la demi-part fiscale des veuves et veufs sous Sarkozy, par l'instauration d'un prélèvement supplémentaire de 0,3%, la CASA (contribution de solidarité pour l'autonomie) et la fiscalisation des majorations familiales pour trois enfants sous Hollande, et Macron y va de plus belle !

Macron et ses comparses se moquent du monde lorsqu'ils osent présenter cette mesure d'une injustice criante comme une nécessaire solidarité intergénérationnelle. Si solidarité il doit y avoir, pourquoi le président des riches ne met-il pas en place un prélèvement sur les dividendes et les fortunes ? Pourquoi, au contraire, a-t-il en grande partie supprimé l'ISF ?

La seule réponse que méritent Macron et ses donneurs d'ordres, les capitalistes, c'est la colère des travailleurs, actifs, chômeurs et retraités, ceux qui font tout fonctionner dans les services nécessaires à tous, comme dans les entreprises qui génèrent les produits et... les profits.

Viviane Lafont

Fonction publique : en grève le 22 mars

Sept des neuf syndicats présents dans la fonction publique appellent l'ensemble des travailleurs des fonctions publiques d'État, territoriale et hospitalière à faire grève et à manifester le jeudi 22 mars. Cette date sera aussi celle de la mobilisation des cheminots et d'autres travailleurs du privé.

Après les ordonnances Macron qui concernaient plus spécifiquement les salariés du privé, le gouvernement lance contre les salariés de la fonction publique et de la SNCF une offensive qu'il n'a pas l'intention d'arrêter aux dernières mesures annoncées.

Dans la fonction publique, le gouvernement voudrait officialiser et renforcer les décisions des gouvernements précédents. Le blocage des salaires continue et une grande partie des agents de la fonction publique voient même leur salaire baisser, du fait de la hausse de la cotisation destinée à financer les retraites et de celle de la CSG non entièrement compensée. Sous prétexte de modernisation, le gouvernement prévoit de mettre en place des augmentations au mérite. Il voudrait faire croire à chacun que ses efforts seront reconnus, alors que cette réforme permettra de faire des économies sur l'ensemble des salaires. Un jour de carence a été de nouveau introduit, comme si les salariés s'arrêtaient en arrêt maladie pour convenance personnelle.

Le gouvernement annonce aussi sa volonté

d'utiliser le grand nombre de départs en retraite pour augmenter le nombre de salariés non fonctionnaires et externaliser certaines activités. Le but est de réduire le nombre de salariés ayant un statut de fonctionnaire, c'est-à-dire une plus grande garantie de l'emploi et une évolution de salaire liée à l'ancienneté. En 2017, on comptait déjà 1,28 million de salariés sous contrat privé sur 5,45 millions d'agents de la fonction publique.

C'est donc déjà plus d'un salarié sur cinq qui n'est pas fonctionnaire. Un certain nombre d'entre eux sont à temps partiel contraint et attendent pendant des années une titularisation hypothétique, avec des contrats qui n'ont rien à envier à ceux utilisés dans le privé. Par exemple, les assistants de vie scolaire (AVS) qui aident les enfants handicapés scolarisés doivent le plus souvent exercer six années avant d'espérer décrocher un CDI. De même, le personnel des collectivités territoriales en situation précaire doit attendre des années avant de pouvoir obtenir un temps complet, puis devenir stagiaire avant sa titularisation, comme si les directions



Lors de la manifestation des fonctionnaires d'octobre 2017.

avaient encore besoin de tester des travailleurs en poste depuis des années. Tous ces agents ont des salaires inférieurs à ceux qui ont le fameux sésame, et ils sont soumis à de plus fortes pressions de la part de la hiérarchie.

Dans tous les secteurs de la fonction publique, le personnel manque. Mais les réformes qui se succèdent n'ont pas pour but d'embaucher, mais au contraire de limiter les effectifs, que ce soit dans les hôpitaux, l'éducation ou les collectivités.

Entre les mesures déjà entérinées et celles qui sont prévues, les travailleurs de la fonction publique ont toutes les raisons de se mettre en colère et de participer largement à cette deuxième journée de mobilisation.

Inès Rabah

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Creil

Samedi 17 mars

à partir de 16 heures

Salle Georges-Brassens

à Villers-Saint-Paul

Montbéliard

Samedi 17 mars

à partir de 16 heures

La Roselière

(Halle polyvalente)

Limoges

Samedi 24 mars

à partir de 16 heures

Espace Mas Jambost,

rue Franchet-d'Espérey

Saint-Nazaire

Samedi 24 mars

à partir de 16 heures

Salle Jacques-Brel

22 mars, en grève et dans la rue!

Le 22 mars, la mobilisation devrait être importante à la SNCF. L'annonce du plan ferroviaire de Macron-Philippe, combinée au déferlement quotidien de calomnies sur les cheminots, a convaincu bon nombre de cheminots de la gravité de l'attaque.

Pour ceux qui auraient encore un doute, Pepy, le président de la SNCF, a enfoncé le clou : les cheminots « évolueront sur un marché de l'emploi qui se constituera demain avec l'arrivée de nouvelles entreprises ferroviaires, où s'arracheront les compétences. [...] La garantie de l'emploi sera la compétence. » En clair, cette réforme prépare l'insécurité, la concurrence généralisée entre les cheminots pour garder leur emploi.

Au contraire, ils doivent faire front pour garantir l'emploi et le salaire de tous les travailleurs du rail. Ils doivent se mobiliser aujourd'hui pour ne pas être licenciés et jetés demain!



Dans les bulletins Lutte ouvrière SNCF

C'est aux AG de grévistes de décider

Le 22 mars, c'est sûr, il y aura du monde en grève et à la manifestation. C'est une très bonne chose, parce qu'il va falloir préparer la suite. Et la suite, tout le monde le sent bien, c'est une vraie grève reconductible comme en 1995.

Certaines organisations syndicales seraient davantage partantes pour une grève à minima, avec trois jours par semaine reconductibles. Non seulement cela ne ressemble à rien, mais ce n'est pas avec ça que le gouvernement sentira notre force et sera obligé de reculer.

Il faut une journée très forte le 22, pour préparer une grève reconductible très forte le plus rapidement possible.

Gare de Paris-Nord

Ils sont sacrément gonflés

La SNCF vient de publier ses résultats. En 2017, elle a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 3,8%, pour un total de 33,51 milliards d'euros. Quant à son bénéfice net, c'est la fête : passé à 1,3 milliard d'euros, il a donc été multiplié par 2,3 en un an!

Il n'y a non seulement aucune raison d'accepter leurs attaques contre nous, mais c'est même le moment de réclamer une hausse des salaires pour tous et les embauches massives dont nous avons besoin.

Atelier des Quatre-Mares, Rouen

Remettre les pendules à l'heure

On nous dit qu'il faut réformer la SNCF pour augmenter son efficacité. Face au manque de pièces dans les ateliers, ils disent « Réformons! » Il faudrait plutôt des stocks!

La voie n'a pas été entretenue? Réduisons la vitesse des trains et changeons le statut des cheminots. Ce sont plutôt les voies qu'il faut changer!

Des axes saturés? Ils disent : « Privatisons! » Mais à l'inverse, c'est une politique de développement des transports en commun qu'il faudrait, pour le bien de tous!

Gare de Paris Saint-Lazare

Les dirigeants syndicaux discutent, les cheminots défendent leur peau!

Le gouvernement a déclaré la guerre aux cheminots et vise derrière eux l'ensemble du monde du travail. Face à cette offensive frontale, l'attitude des directions syndicales aurait dû être de sonner le branle-bas de combat, de donner l'exemple de la combativité, d'organiser la riposte. Eh bien non, elles baladent toutes les cheminots et les autres travailleurs prêts à se mobiliser, le 22 mars et après, en parlant de « projet industriel », de « vraie réforme » ou de négociation avec le gouvernement. Mais le gouvernement ne négocie pas : il s'en prend à l'emploi des cheminots, à leur salaire, à leur peau! Parler d'autre chose, c'est être en dessous de tout!

Le 7 mars, Laurent Brun, le secrétaire de la fédération CGT cheminots, présentait son « rapport sur le développement du service public ferroviaire », qu'il disait être l'antithèse du rapport Spinetta. Comme si le gouvernement allait tenir compte de l'avis d'un dirigeant syndical concernant le fonctionnement de la SNCF. Il n'en tient compte pour rien, il l'a affirmé haut et fort en annonçant qu'il ferait passer sa réforme par ordonnance.

Le 12 mars, Martinez, le secrétaire de la CGT, a aussi botté en touche alors qu'il était interrogé sur les intentions de riposte de la CGT. Il a répondu : « La balle est dans le camp du gouvernement. » Sa seule exigence était d'être reçu par le Premier ministre pour lui remettre un rapport de 70 pages contenant les propositions de la CGT pour une « vraie réforme ». Martinez fait des propositions, envisage une

réforme... au moment où le gouvernement s'apprête à décapiter les droits des cheminots. Et tous, de la CFTD à FO, en passant par SUD et la CGT, d'attendre les décisions du gouvernement, alors qu'elles sont clairement énoncées depuis des semaines. Quelle honte!

Les dirigeants syndicaux ne sont évidemment pas dupes, ils savent pertinemment que le gouvernement ne les écouterait pas. S'ils utilisent ces arguments, c'est parce qu'ils se refusent à envisager une lutte sérieuse.

L'inaction des dirigeants syndicalistes n'est pas uniquement dans le discours, mais aussi dans l'absence d'un plan de riposte. La CGT cheminots, le syndicat le plus influent à la SNCF, a refusé et milité contre le dépôt d'un préavis de grève nationale pour le 22 mars, sous prétexte que les conducteurs devaient amener les cheminots à la manifestation. Comme si, en 1995 ou

en 1968, la grève générale des transports avait empêché la tenue de manifestations monstres! Comme si les travailleurs n'avaient pas les moyens d'assurer à la fois le succès de la grève et de la manifestation!

Cerise sur le gâteau, les directions syndicales ont décidé que les cheminots et les travailleurs de la fonction publique ne défileraient pas ensemble. Un cortège partira de la place de la République, l'autre de Bercy... mais ils se rejoindront à Nation. C'est cela la convergence des luttes pour les dirigeants syndicaux!

Totalement soumises au calendrier du gouvernement, toutes les fédérations syndicales ont décidé d'attendre le 15 mars pour proposer éventuellement une suite au 22 mars, alors que de nombreux cheminots se posent déjà le problème de quoi faire pour continuer le mouvement. Sous prétexte d'unité syndicale, elles se sont alignées jusqu'à présent sur la proposition systématiquement la moins combative, sur le plus petit dénominateur commun. L'unité dont les travailleurs ont besoin, c'est pour entraîner, donner confiance, certainement pas pour tirer en arrière.

Avant même cette date, plutôt que de militer activement pour la préparation et la construction d'une vraie grève pour le retrait du plan Macron, la fédération CGT a organisé une consultation

en interne, proposant le choix entre une grève reconductible ou au contraire des grèves de 48 heures ou 72 heures reconductibles de semaine en semaine, voire des grèves tournantes, métier par métier.

Et, bien souvent, les représentants de la fédération reprenaient des arguments démoralisants dans les réunions de syndiqués : les cheminots ne sont pas prêts à une lutte comme en 1995, les usagers sont contre nous, etc. Comme si, en 1995, il n'avait pas déjà fallu s'appuyer sur les secteurs les plus combatifs pour entraîner les autres. Comme si la sympathie des usagers, en tant que travailleurs, n'avait pas été acquise quand il s'était avéré que les cheminots se battaient pour de bon, et du coup aussi pour l'ensemble des travailleurs.

Quels que soient les freins actuels ou futurs à la mobilisation, ils pourront être surmontés par la mobilisation consciente et multiforme des travailleurs du rail eux-mêmes, en direction d'autres cheminots et des autres travailleurs. Les bureaucrates se pré-occupent de sauver leurs intérêts d'appareils syndicaux. Mais les cheminots, eux, défendent leur peau. Alors, la balle n'est pas dans le camp du gouvernement, elle est dans le camp des cheminots et de l'ensemble des travailleurs!

Christian Bernac

Échos de la mobilisation

Au triage de Trappes

Depuis des semaines, sur le triage de Trappes, l'ambiance est à la discussion.

Ainsi, le mardi 13 mars, une heure d'information syndicale organisée par la CGT du site a réuni plus de 90 personnes, venues des différents secteurs du Matériel. C'était du jamais vu ! En plus de l'inquiétude générale, la présence de Laurent Brun, secrétaire de la fédération CGT des cheminots, et d'un cheminot syndicaliste suédois, invité pour parler de la privatisation dans ce pays et de ses conséquences, a contribué à la réussite de cette réunion.

La situation en Suède est assez similaire à ce que le gouvernement Macron voudrait mettre en application ici : hausse de 27% des tarifs des billets, disparition des facilités de circulation pour les cheminots, et surtout inquiétude de perdre son emploi à chaque appel d'offres.

Il a ensuite été question

du 22 mars et de la suite. Les travailleurs présents jugent la grève indispensable, et la discussion a porté sur la forme qu'elle pourrait prendre : reconductible, par service, par périodes de 24 ou 48 heures ? Cela a été l'occasion d'échanger des idées sur l'organisation de la grève, le contrôle des représentants, ou encore sur la meilleure façon de gagner l'opinion publique.

La direction voudrait nous diviser service par service et nous mettre dans des cases. Les militants et travailleurs ont eu le sentiment de nouer des liens importants pour l'avenir.

En Alsace

Le rapport Spinetta suscite beaucoup de discussions et de nombreuses réactions d'hostilité. D'autant qu'en Alsace, une des régions du pays réputées pour la ponctualité des trains, 800 trains ont été supprimés en 2017... faute de personnel roulant,

conducteur ou contrôleur !

La grève s'annonce très suivie le 22 : les places prises par les syndicats pour se rendre à la manifestation parisienne s'avèrent déjà insuffisantes.

À Orléans Les Aubrais

De l'avis de presque tous, il faut que la mobilisation du 22 mars soit la plus massive possible. Et cela dépasse les agents d'exécution : beaucoup d'agents de maîtrise et de cadres de terrain expriment aussi leur intention de riposter ce jour-là.

Des employés du nettoyage, sous-traitants, discutent avec des cheminots de ce qu'ils peuvent faire : venir à la manifestation, faire grève. Ils témoignent de leur conditions de travail en gare d'Orléans : « On nettoie sur les voies, sans lumière, sans matériel, parfois seuls, il arrive qu'on se fasse agresser. » La riposte qui se prépare est aussi la leur.

Correspondants LO



La grève de 1995 : un mauvais souvenir pour le patronat

« Macron doit réussir en 2018, là où Juppé a échoué en 1995 », reprennent en chœur les éditorialistes propatronaux qui n'ont pas digéré la victoire des millions de travailleurs mobilisés contre le plan Juppé, à l'automne 1995.

Premier ministre de Chirac, élu à l'Élysée en mai 1995, Alain Juppé s'affirmait « droit dans ses bottes », déterminé « à réussir ce qu'on n'a pas osé entreprendre depuis trente ans ». À quelques jours d'intervalle, il annonçait deux séries de réformes. L'une consistait à attaquer frontalement les travailleurs du secteur public, gelant leurs salaires et passant de 37,5 à 40 le nombre d'années nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Les régimes spéciaux de retraite étaient supprimés. Les cheminots étaient particulièrement visés par les attaques contre leurs retraites et par un plan État-SNCF programmant des fermetures de lignes et des suppressions de milliers d'emplois, sous prétexte, déjà, d'apurer la dette. L'autre réforme visait le financement de la Sécurité sociale, avec la création d'impôts nouveaux, la hausse du forfait hospitalier et la remise en cause de sa gestion paritaire.

Après une campagne des centrales syndicales, très hostiles à ces plans qui les écartaient de la gestion de la Sécurité sociale, et des journées de mobilisation réussies en octobre et novembre, une grève massive démarrait le 24 novembre à la SNCF, puis à la RATP, à l'appel de tous les syndicats. Les cheminots et les salariés des transports publics, en grève « jusqu'au retrait du plan Juppé », furent l'épine dorsale d'une lutte qui entraîna à des degrés divers les travailleurs de La Poste, d'EDF, d'autres services publics et de l'enseignement. Ils furent rejoints ponctuellement par ceux du privé, lors de journées de manifestations rapprochées les unes des autres, organisées par les directions syndicales

dans de multiples villes du pays, au cours desquelles les manifestants, sous le slogan « Tous ensemble, tous ensemble ! », pouvaient mesurer leur force collective. Notons en passant que les directions syndicales, en premier lieu celle de la CGT, sont tout à fait capables de mobiliser les travailleurs quand elles le décident.

Comme aujourd'hui, Juppé et les médias lancèrent une campagne de dénigrement des cheminots, présentés comme des privilégiés. Ils tentèrent de dresser les usagers, « pris en otage » par la paralysie des transports, contre les grévistes. Mais rien n'y fit. Malgré une gêne bien réelle, surtout en Île-de-France, la grève était populaire. Une majorité de travailleurs comprenaient qu'une défaite de Juppé face aux cheminots et aux tramistes serait une victoire de tous. Ce soutien du monde du travail aux secteurs en grève, appelé par certains « la grève par procuration », fut décisif. Devant l'ampleur du mouvement et sa popularité, Juppé dut céder. Le 12 décembre, après une nouvelle journée de manifestations rassemblant quelque 2,5 millions de personnes, il annonçait son recul sur la retraite des fonctionnaires et le maintien des régimes spéciaux.

Ce fut une victoire des grévistes, prouvant que la classe ouvrière a la force, quand elle se mobilise, de faire reculer un gouvernement prétendument inébranlable. Cet épisode continue, vingt-trois ans plus tard, de hanter les porte-parole du patronat. C'est la preuve qu'ils redoutent la lutte des cheminots. Cela doit être un encouragement pour tous les travailleurs.

Xavier Lachau



Une assemblée de grévistes en 2016.

Des facteurs de Vierzon écrivent : Pourquoi nous serons avec les cheminots le 22 mars

En 2009, nous avions sur Vierzon 40 tournées lettres. Il n'en reste plus que 28. Les tournées paquets sont passées de 5 à 4, ce qui veut dire autant de suppressions d'emplois. Et, sur les 28 titulaires lettres, il n'y a plus que 11 fonctionnaires.

Depuis ces suppressions, tout s'est dégradé :

- Les horaires : nous faisons 6 h 30-12 h 15, c'est maintenant 7 h 30-12 h 15, puis une pause non rémunérée de 45 minutes,

et reprise à 13 h jusqu'à 15 h 15.

- Ceux qui veulent réussir à tout distribuer prolongent la journée... avec des heures qui, pour l'instant, ne sont pas compensées en repos comme elles devraient l'être.

- [...] Bien souvent lors de nos jours de repos, il n'y a personne pour assurer la tournée et cela veut dire double travail quand nous revenons. [...]

On n'en finirait pas de citer les problèmes

rencontrés, qui peuvent avoir de graves conséquences et nous épuisent. [...]

Les médias citent La Poste pour montrer ce qui devrait être, selon eux, un « modèle » pour la SNCF. Nous, on voit ce qui attend les cheminots s'ils se laissent faire. C'est pourquoi nous serons à leurs côtés dans tout ce qui sera engagé, en sachant que tous ensemble nous pourrions arrêter les reculs.

Un groupe de facteurs

FN : nouvel emballage, même produit nocif

Lors de son congrès tenu à Lille le 10 mars, le Front national a cherché à renouveler son image, avant de se lancer dans les élections à venir.

La proposition d'un nouveau nom, l'éviction de Jean-Marie Le Pen : il y a bien une volonté de ravalier la façade du parti. Pour autant, le parti de Marine Le Pen n'a pas l'intention d'en rabattre sur sa démagogie nationaliste et raciste. En atteste la présence de Stephen Bannon, homme d'affaires et conseiller de Trump pendant sa campagne et pendant les

premiers mois de sa présidence, qui a fini par être écarté de la Maison-Blanche car trop raciste. Il a encouragé les assistants du congrès à assumer d'être traités de racistes et de xénophobes.

Tout en continuant à jouer la carte du patriotisme, du protectionnisme et de la priorité nationale, Le Pen voudrait attirer à elle des pans de la droite classique,

qu'elle a dépassée dans les urnes aux élections présidentielles. Il est certain que bien peu de choses différencient un Wauquiez ou un Estrosi des amis de Le Pen. Parviendra-t-elle à rassembler sous sa bannière davantage de politiciens de ce genre et de patrons, afin d'accéder aux places de pouvoir?

En attendant, le FN représente déjà une menace. Il a rassemblé 10,6 millions de voix au deuxième tour de l'élection présidentielle, augmentant entre les deux tours de trois millions de voix. Une partie de ses électeurs vient des classes populaires; ce



Chassez le naturel, il revient...

Dany Rodriguez, cadre du FN, responsable de son mouvement de jeunesse et attaché parlementaire d'un de ses députés, s'est particulièrement fait remarquer lors du congrès du mouvement. Filmé à l'entrée d'une boîte de nuit, il avait manifestement abusé de la dive bouteille et abreuvait d'injures racistes un vigile

d'origine africaine.

À l'heure où le FN voudrait se montrer un parti présentable, ses dirigeants ont fait semblant de s'offusquer des injures et ont suspendu de ses responsabilités ce militant dont le comportement ne faisait pas bien dans le décor.

En réalité, Dany Rodriguez avait très bien compris :

le visage convenable du FN, c'était pour la galerie. Le congrès fini et à l'heure de la tournée des boîtes de nuit, le naturel pouvait revenir au galop. Seul problème, s'il avait su qu'il était filmé, il n'aurait pas oublié de casser la figure du témoin importun et de piétiner son portable.

P. G.

sont des travailleurs attaqués par les patrons et les gouvernements à leur service, qui ont cru que Le Pen parlait pour eux. Pour l'avenir, le FN peut être sûr que la politique de Macron, qui fait la guerre aux travailleurs, aggrave le chômage et la pauvreté, va continuer à fournir une base à sa démagogie et alimenter ses possibilités de capter l'écœurement d'une partie des classes populaires.

Mais Le Pen, si elle arrivait au pouvoir, servirait les intérêts de la bourgeoisie, des riches, des grands patrons, avec la même détermination que les autres partis de gouvernement, PS, LR, ou LREM. Elle aussi ferait

payer les travailleurs et les classes populaires, tout en épargnant les possédants. Mais en plus, elle s'acharnerait sur les travailleurs immigrés.

Le poison chauvin répandu par le FN sert à diviser. En faisant du travailleur détaché, du migrant, de l'étranger, le bouc émissaire, il veut détourner les travailleurs des vrais responsables que sont les capitalistes. Cela peut aboutir à diminuer leurs capacités à se défendre tous ensemble contre les attaques qui les visent. Les travailleurs ont tout à perdre à se fier à ces démagogues sans scrupules qui sont des ennemis mortels.

Gaëlle Régent

Parti socialiste : l'éternel retour ?

Les adhérents du Parti socialiste doivent élire leur secrétaire national les 15 et 29 mars. Les quatre prétendants se sont affrontés devant les caméras mercredi 7 mars, dans une indifférence à peu près générale. Pourtant ce même parti, ces

mêmes hommes détenaient tous les leviers politiques en 2012: Hollande était à l'Élysée, le PS avait la majorité des députés, des sénateurs, des présidences de conseils généraux et régionaux, des mairies des grandes villes...

Ces leviers, procurés par

le vote de millions d'électeurs populaires qui attendaient d'être entendus, le PS les a utilisés au service du grand patronat. Les cadeaux aux possédants se sont multipliés, alors que les coups pleuvaient sur les classes populaires, provoquant un

dégoût vite transformé en abstention aux élections et en perte de voix abyssale pour les candidats socialistes.

Mais, lors du débat, aucun des prétendants à la direction du PS n'a été capable d'énoncer ne serait-ce que la moitié de cette évidence: en servant la soupe aux milliardaires, c'est Hollande qui a préparé la défaite politique de la gauche gouvernementale. Tous restent solidaires de ce qu'a fait leur parti, si ce n'est leur président, durant la dernière période. Tous proposent de revenir aux affaires pour recommencer la même politique!

Une seule nuance les sépare. Certains se veulent en « opposition intelligente » à Macron, sous-entendant qu'ils ne refuseraient pas de participer à

son gouvernement. D'autres veulent une « opposition frontale », manifestant leur volonté de faire une cure d'opposition et d'attendre que la politique de Macron rabatte encore une fois les électeurs vers le PS. Jusqu'à en effet, le balancier avait toujours fini par revenir, la gauche et la droite alternant au pouvoir. Mais l'abstention croissante, la concurrence directe de Macron, la présence du FN modifient quelque peu la donne.

Avec une opposition intelligente ou frontale, avec ou sans avenir, les politiciens du PS disputent à Macron et se disputent entre eux l'honneur de servir le grand patronat, et donc de tromper et, s'il le faut, de combattre les travailleurs.

Paul Galois



Quand les manifestants contre la loi travail brûlaient l'effigie du ministre PS Manuel Valls.

Retraites agricoles : Macron menteur et démagogue

Lors de sa campagne électorale, Macron avait promis de relever de 100 euros le minimum de retraite des agriculteurs. C'était une promesse qui semblait d'autant plus facile à tenir qu'elle avait déjà été votée, et à l'unanimité encore, par les députés.

Seulement, lorsque le texte prévoyant de passer ce minimum de 871 à

987 euros pour une carrière complète est arrivé au Sénat, le 7 mars, le gouvernement l'a fait bloquer. La retraite des agriculteurs n'augmentera donc pas avant 2020, si même elle augmente.

À l'ouverture du Salon de l'agriculture, le même Macron avait affirmé, devant la modicité des retraites agricoles, être contraint de s'en

prendre aux prétendus privilèges des travailleurs de la SNCF. Comme on voit, l'attaque contre les cheminots n'empêche pas celle contre les agriculteurs. Les économies faites sur le dos des uns et des autres vont grossir les mêmes profits capitalistes.

P. G.

Élection partielle : les résultats de Lutte ouvrière

Dimanche 11 mars, une élection législative partielle était organisée dans la 8^e circonscription de Haute-Garonne. Ce premier tour a été marqué par une très faible

participation.

La candidate de Lutte ouvrière, Martine Guiraud, a obtenu 259 voix, soit 0,93 % (contre 293 voix, soit 0,67 %, en juin 2017).

Égalité femmes-hommes : beaucoup de discours, peu de moyens

L'égalité femmes-hommes avait été décrétée par Macron la « grande cause du quinquennat ». Après un tour de France de plusieurs mois pour jauger la situation, la secrétaire d'État Marlène Schiappa a choisi le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, pour présenter une cinquantaine de mesures destinées, selon le gouvernement, à promouvoir cette égalité.

Ces mesures sont dans la droite ligne de toutes les recommandations, voire de toutes les lois qui ont vu le jour depuis cinquante ans, sans faire beaucoup évoluer la situation.

Pour lutter contre les violences conjugales dont les femmes sont victimes, un système d'alerte en réseau, destiné à mieux les repérer, sera mis en place et 2 000 places d'hébergement leur seront réservées en 2018. Or, chaque année, 225 000 femmes déclarent avoir subi des violences de la part de leur partenaire.

En milieu scolaire, un référent égalité sera nommé dans chaque établissement à la rentrée 2019, dans le but de faire remonter les problèmes. Et après, combien de temps faudra-t-il attendre pour leur apporter au moins un début de solution, sachant que, parallèlement, la diminution du nombre d'adultes dans les écoles ne peut qu'en créer de nouveaux ?

Mais surtout, la plupart des points abordés concernent le milieu professionnel. Après avoir constaté que, malgré les lois, « l'égalité existe dans le droit mais pas dans les faits », le

Premier ministre a déclaré vouloir passer à une « égalité réelle ». Il n'est pas le premier à l'affirmer. Entre 1971 et 2014, sept lois ou décrets se sont donné le même objectif, avec le résultat que l'on connaît. Il est donc prévu de déployer d'ici 2020, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, un logiciel permettant de détecter les écarts de salaire « injustifiés ». Les entreprises qui se permettraient de tels écarts en trois ans (ce qui leur laisse du temps) seraient sanctionnées d'une pénalité financière pouvant aller jusqu'à 1 % de leur masse salariale. Reste à savoir ce qui se trouve derrière le mot « injustifié », tant les préjugés sont tenaces, surtout quand il s'agit de payer moins cher des salariées.

Tout cela, ce sont de grands mots, parfois incompréhensibles, telle l'agence de « mentorat » qui devrait être mise en place pour aider les femmes à surmonter les prétendus obstacles psychologiques qui les empêchent d'accéder à des postes de responsabilité. Comme si les obstacles n'étaient pas à rechercher dans le fonctionnement de cette société rétrograde où des patrons peuvent décider que, à travail égal, les femmes seront moins payées que les hommes ! De même, elles sont les premières touchées par les temps partiels imposés, dans les métiers où elles sont majoritaires : vendeuses, caissières de supermarché, aides ménagères, agents de nettoyage, etc. Ces quelques mesurées supplémentaires ne changeront rien à l'inégalité entre les sexes, d'autant plus que les crédits nécessaires pour faire évoluer les choses seront absents.

Marianne Lamiral



27 % D'ÉCART DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?



CAC 40 : record d'exploitation

Les entreprises du CAC 40, les quarante plus grosses entreprises cotées à la Bourse de Paris, ont déclaré plus de 93 milliards de profits pour 2017. Elles approchent du record de 2007, à la veille de la dernière crise financière : 101 milliards.

Les commentateurs peuvent parler de reprise de l'économie et de bonne santé des entreprises. Le chiffre d'affaires total a progressé de 5 %, les profits de 26 %. Sanofi a engrangé 8,4 milliards, BNP Paribas 7,9, Total 7,7, AXA 6,2, LVMH 5,1. Nombre de ces groupes versent les deux tiers de leurs profits en dividendes à leurs actionnaires. Et bien souvent ils utilisent encore une partie du reste pour racheter leurs propres actions, tant ils ne savent quoi faire d'autre de ces flots d'argent, puisqu'ils refusent d'investir dans la production et d'augmenter les salaires.



Cette prospérité des grands groupes, ces milliards de profits sont tirés de l'exploitation des travailleurs. Les capitalistes ne cherchent pas à créer des emplois et à réduire le chômage et la précarité, car ils savent que leur fortune provient au contraire de ces suppressions de postes, de

ces bas salaires, de ces emplois précaires ou à temps partiel, de ces mauvaises conditions de travail. Cette croissance des profits traduit la croissance de l'exploitation. Ni les bourgeois ni les gouvernants n'envisagent un instant de la freiner.

Vincent Gelas

Mineurs étrangers : une politique abjecte

Lundi 12 mars, Édouard Philippe et les représentants des départements n'ont pas trouvé d'accord sur la prise en charge des mineurs étrangers isolés par les services de l'Aide à l'enfance, qui dépendent des départements depuis les lois de décentralisation et sont saturés, faute de moyens.

Le nombre de jeunes mineurs étrangers confiés à ces services a augmenté de 85 % en 2017. Et pourtant, ils ne sont pas automatiquement pris en charge. La loi impose aux arrivants un parcours du combattant pour prouver leur minorité : c'est parfois, dans les villes particulièrement débordées, un préentretien d'une demi-heure, dénoncé comme une parodie par des organisations comme Médecins sans frontières. Ensuite, selon le résultat,

l'arrivant bénéficiera ou non d'une protection temporaire pour préparer un autre entretien, qui peut déboucher sur une mise à l'abri durable. Chaque étape peut déboucher sur une acceptation ou sur un rejet. En 2017, sur 6 600 jeunes, plus d'un sur deux a été débouté dès le premier entretien. Sur les 3 000 restants, seulement 1 170 ont été officiellement reconnus comme mineurs. Pour les autres, c'est la rue – ils y seraient 10 000 – et parfois la chance de

croiser des bénévoles d'associations, qui les aident à contester le refus de reconnaître leur minorité.

En 2017, on estime à 25 000 les mineurs étrangers arrivés en France, dont un nombre croissant de moins de 15 ans, contre 4 000 en 2010. Plus de 70 % d'entre eux viennent d'Afrique. La misère, les guerres les poussent à affronter les pires dangers, et leur nombre augmentera inévitablement. Le gouvernement de Macron, qui offre des milliards aux assujettis à l'ISF, refuse d'ajouter une centaine de millions par an aux crédits de l'Aide à l'enfance pour ceux qui devraient être automatiquement accueillis et protégés.

Sylvie Maréchal

Nantes : non à l'expulsion des migrants !

Le 7 mars à l'aube, plusieurs centaines de policiers sont intervenus à Nantes au Château-du-Tertre et dans les salles du bâtiment de la Censive appartenant à l'université, pour déloger la centaine de migrants qui avait trouvé là un refuge pour l'hiver.

Soutenus par les associations et les étudiants, ces migrants, mineurs pour beaucoup d'entre eux, se savaient

menacés par un ordre d'expulsion du président de l'université et de la préfecture, avec la complicité de la municipalité de gauche. Ce ne sont pourtant pas les locaux vides qui manquent à Nantes, mais ces migrants vont se retrouver une nouvelle fois à la rue.

Cette expulsion brutale est révoltante et indigne. Avec Hollande hier, avec Macron aujourd'hui, tous

les moyens sont déployés pour chasser ces migrants et leur faire vivre un enfer, eux qui ne font que fuir les guerres et la pauvreté que ces mêmes gouvernements entretiennent, particulièrement en Afrique et au Moyen-Orient.

Liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants ! Non aux expulsions !

Correspondant LO

Espagne : les femmes dans la rue pour leurs droits

Le 8 mars, les femmes ont mené une mobilisation sans précédent contre les inégalités entre les sexes, notamment salariales, les discriminations et les violences sexuelles.

Selon les syndicats et la presse, six millions de personnes ont participé à ces manifestations pour exprimer leur révolte contre la situation des femmes dans le pays, en particulier dans les classes populaires. Dans 120 villes, des rassemblements se sont tenus à midi ou dans l'après-midi.

Des mouvements de grève ont eu lieu à l'appel des organisations féministes, des syndicats ou des partis. Certaines organisations ont appelé à des grèves de 24 heures. Mais ce sont surtout des appels à des débrayages de deux heures le midi ou dans l'après-midi qui ont été suivis par des centaines de milliers

de personnes.

Les partis politiques de droite se sont ouvertement prononcés contre le mouvement. Ainsi, Ciudadanos a invoqué le fait que cette grève mettait en avant des revendications allant contre le bon fonctionnement du système capitaliste. Pourtant, le chef du gouvernement et dirigeant du Parti populaire, Rajoy, un fief réactionnaire, a osé arborer un ruban violet pour affirmer symboliquement sa solidarité avec les femmes. Et une des dirigeantes du Parti socialiste et présidente du gouvernement d'Andalousie a salué la mobilisation. Cela ne fait pas oublier que son parti,



Manifestation monstre à Bilbao.

chaque fois qu'il a participé au pouvoir, a favorisé les mesures antiouvrières qui ont aggravé les inégalités entre les hommes et les femmes.

Pourquoi cette journée

a-t-elle suscité cette mobilisation d'une ampleur inégalée? Parce que les inégalités dont les femmes sont victimes ont largement marqué la société espagnole. Il faut espérer que,

dans le monde du travail, cette mobilisation en encouragera d'autres. Pour tous les travailleurs, femmes et hommes confondus, c'est un espoir.

Henriette Mauthey

Argentine : vers une loi légalisant l'avortement ?

Le 20 mars, un projet de loi visant à légaliser l'interruption volontaire de grossesse (IVG) sera débattu au Parlement argentin. C'est la septième fois qu'un tel projet est présenté au Congrès mais, cette fois, il reçoit un fort soutien populaire. Mardi 6 mars, la manifestation des partisans de l'IVG était massive, avec trois fois plus de personnes dans la rue qu'il y a deux ans.

Jusqu'à présent, en Argentine, l'avortement est interdit sauf en cas de viol ou de risque pour la mère. Encore faut-il que des juges l'autorisent, et donc que ceux-ci ne soient pas réactionnaires. Au total, quelques centaines d'avortements sont autorisés chaque année, mais il y aurait un demi-million d'avortements clandestins par an,

qui sont cause de nombreux décès. C'est dire l'importance de la légalisation de l'avortement.

Le projet de loi propose un avortement légal, sûr et gratuit, jusqu'à la quatorzième semaine. Il est soutenu par une campagne nationale pour l'avortement dont les partisans portent un foulard vert comme signe de

reconnaissance.

C'est la première fois qu'une telle proposition ne se retrouve pas entermée dans des commissions parlementaires. C'est que, depuis 2015, existe dans le pays une forte mobilisation des femmes engagées dans la campagne « Ni una menos » contre les violences faites aux femmes, pour que « pas une de moins » ne manque à l'appel. La mobilisation avait été marquante tant elle avait mobilisé de femmes, jeunes et moins jeunes, en 2015. Et, alors que le président actuel, Mauricio Macri, est un adversaire déclaré de l'avortement, il a dû accepter que le

débat sur l'IVG soit ouvert au Parlement.

Lors de l'ouverture de la session sur ce sujet, Macri a fait une déclaration suggérant que les femmes exigeant l'avortement étaient contre la vie, ce qui a augmenté la colère, venant s'ajouter au fait que, depuis trente-cinq ans, la question de l'avortement en Argentine a été renvoyée aux calendes grecques. C'est le cas dans de nombreux pays où pèsent le poids de l'Église catholique mais aussi les intérêts économiques de ceux pour qui l'avortement clandestin est un commerce lucratif. La précédente présidente, la péroniste Cristina Kirchner,

avait fait adopter une loi sur le mariage pour tous mais elle avait reculé sur l'avortement.

Les députés d'extrême gauche du Front de gauche pour les travailleurs (FIT en espagnol) sont en pointe pour défendre ce droit au Parlement. Jusqu'à présent, 71 députés sur 257 ont fait savoir qu'ils voteraient la loi, soit 27 % des élus. 40 % y seraient opposés mais 23 % n'ont pas encore fait connaître leur position. On saura bientôt si la loi passera, mais tout indique que, pour la première fois, la majorité de l'opinion publique y est favorable.

Jacques Fontenoy

Tunisie : contre l'inégalité dans l'héritage

Le 11 mars dans le quartier du Bardo, à Tunis, mille ou deux mille femmes et quelques hommes ont manifesté pour exiger que soit abolie l'inégalité entre femmes et hommes en matière d'héritage. En effet, jusqu'à présent, symbole insupportable et réalité fréquente, les femmes n'héritent que de la moitié de la part de l'homme du même degré de parenté.

Présenté comme signe de la modernité du pays sous Bourguiba, le Code du statut personnel instauré en 1956 abolissait la polygamie officielle, permettait le divorce en remplacement de l'odieuse répudiation, fixait pour les femmes un âge minimum

de mariage, 15 ans, devenu 18 ans par la suite. Mais l'héritage restait un tabou. Jugé conforme aux interprétations du droit islamique, ce tabou était bien commode pour déposséder des femmes de ce à quoi elles ont droit. Il est symbolique de la situation

d'infériorité dans laquelle la société veut les maintenir.

Même après le départ du dictateur Ben Ali, même après des heures de palabres et des pages de textes juridiques mentionnant l'égalité des droits entre hommes et femmes, dont la Constitution de 2014, les femmes, en particulier les femmes travailleuses évidemment, continuent à subir l'inégalité.

L'article 23 du Code du statut personnel, instituant encore le père comme chef de famille et niant le concept

de viol conjugal, bien que décrié, est toujours en vigueur. Le gouvernement, comme tant de ses semblables dans d'autres pays, donne l'exemple en n'ayant nommé que six femmes sur 43 ministres et secrétaires d'État. Quant à la centrale syndicale UGTT, il aura fallu attendre le congrès de 2017 pour qu'elle accepte une femme, une seule, parmi les treize membres du bureau exécutif. Pour que deux femmes soient nommées à chaque niveau de responsabilité, il faudra attendre

2022. Pourtant, les femmes constituent environ la moitié des syndiqués!

L'inégalité des salaires, en particulier dans le secteur agricole où les ouvrières sont sous-payées et où une femme sur cinq contre un homme sur trois possède un petit lopin, est bien significative du chemin qui reste à parcourir. La lutte des femmes, la lutte des travailleuses et des chômeuses, est le seul levier qui fera reculer gouvernants et patrons, dans ce domaine comme dans d'autres.

Viviane Lafont

Russie : campagne électorale et répression

La présidentielle russe du 18 mars devrait sans problème voir Poutine réélu. Les conséquences des crises de 2008 et 2014 ayant mis à mal ses promesses d'améliorer le sort de la population, celle-ci va-t-elle le manifester en s'abstenant d'aller voter ? De toute façon, les résultats annoncés n'auront que peu à voir avec la réalité, les autorités voulant faire de cette élection un plébiscite.

Pour cela, des candidats ont été interdits de scrutin. Le plus connu est l'avocat Navalny, un nationaliste xénophobe, que les médias occidentaux présentent comme un démocrate parce qu'il vante la libre entreprise. Mais il y a d'autres recalés du scrutin, telle Natalya Lissitsyna, une grutière que le Rot Front néostalinien voulait présenter.

Choisir qui incarne l'opposition aux élections est un art dans lequel le Kremlin a fini par exceller. Les compétiteurs qu'il agréé ne sont là que pour faire de la figuration. Pour écarter tout imprévu, ils n'ont eu droit à la télévision qu'en fin de campagne. Et bien sûr, ils n'ont pas eu accès aux « ressources administratives » que la machine de l'État met en œuvre pour son chef : moyens financiers quasi illimités, propagande permanente menée par les centaines de milliers de responsables des institutions à tous les niveaux.

Quant aux opérations de vote, elles sont bien rodées : les scrutateurs d'autres candidats seront tolérés, mais ne pourront empêcher qu'on bourre les urnes. Car les commissions électorales ont reçu des instructions chiffrées ; à elles de faire que les résultats proclamés correspondent à ceux décidés en haut lieu.

Les autorités se sont aussi employées à museler toute voix discordante, si faible soit-elle, qui aurait pu troubler la fête.

Militants arrêtés

En Crimée, elles ont tapé fort. Le 1^{er} mars à Sébastopol, la police a arrêté le marxiste Ivan Markov et l'anarchiste Alexeï Chestakovitch. Quatre autres, que l'instruction veut aussi impliquer dans l'affaire d'un militant d'extrême gauche emprisonné depuis plus d'un mois, Evguéni Karakachev, ont été violemment perquisitionnés, et l'un d'eux torturé, par des policiers déchaînés et armés jusqu'aux dents.

N'ayant pu prouver qu'avoir republié une dénonciation du fondamentalisme religieux orthodoxe était un crime, la justice a dû relâcher Markov, puis Chestakovitch. Pour dérisoires que soient les accusations portées, ce que les juges reconnaissent, elles restent inquiétantes par ce qu'elles recouvrent.

Le site mondial d'information du Kremlin, Russia Today, en donne un aperçu. Sa rubrique « crimes » a relayé une fuite policière sur des « provocations que planifie un groupe d'anarchistes pour le jour de l'élection présidentielle » et a prétendu que l'enquête aurait découvert une « instruction sur l'implication de citoyens dans l'activité criminelle ».

Ce seraient donc des « extrémistes » selon le droit russe, un prétexte légal sous lequel le pouvoir réprime ses opposants actifs en tentant d'intimider leurs sympathisants.

Ainsi, la loi l'y obligeant, une des personnes arrêtées avait entrepris de déclarer un rassemblement qu'elle prévoyait avec pour sujet : « Le poste de président, un atavisme de la monarchie ». Mais accuser Poutine d'agir en monarque est un crime de lèse-majesté qui ne pouvait rester impuni. Surtout quand cela se passe en Crimée, cette terre qu'il a réunie à la mère-patrie en 2014, ce qui lui vaudrait, selon le Kremlin, la reconnaissance de la population locale.

Dans tout le pays, des militants sont poursuivis ou emprisonnés sous des accusations invraisemblables. Ainsi, un anarchiste connu pour ses prises de position antifascistes, Alexandre Koltchenko, est incarcéré depuis 2014 comme membre... d'un groupe néonazi ukrainien ! Quant à l'ouvrier communiste Valéri Bolchakov, que la police persécutait du temps de la Crimée ukrainienne, il continue de l'être dans celle de Poutine par les mêmes enquêteurs. Et ils n'ont pas perdu la main. Lors des perquisitions du 1^{er} mars, ils ont saisi, outre des livres de Trotsky et de Guevara, des archives politiques sur les années 1980-1990, de la correspondance politique et des papiers personnels.

La police « normale » n'est pas en reste. Le 7 novembre, elle a voulu interdire au parti dit communiste, le KPRF, de célébrer le centenaire d'Octobre 1917 en Crimée. Il affiche pourtant sa loyauté sans faille au système affairiste et au chef de la bureaucratie russe. Et il le prouve encore en présentant un homme d'affaires à la présidentielle, ou en ne disant rien quand le parti du Kremlin présente sur ses listes législatives une



Petit patron moscovite affichant son soutien à Navalny sur sa voiture.

monarchiste déclarée, ce qui garantit à cette dernière de devenir le premier député monarchiste dans l'histoire de la Fédération de Russie.

Répression syndicale

Là où le régime ne tolère pas la moindre opposition, c'est dans tout ce qui touche à la classe ouvrière.

En Russie, à côté de syndicats ouvertement inféodés aux directions, il en existe d'autres, peu nombreux, dits indépendants. En janvier, un tribunal a interdit d'activité officielle l'un d'eux, le MPRA, créé en 2006 et tourné initialement vers l'automobile. D'autres juges venant de confirmer sa délégalisation, le MPRA a fait appel devant la Cour suprême.

Le pouvoir lui reproche d'être un agent de l'étranger, car il est aidé par des syndicats européens. Il lui reproche aussi de faire de la politique, car il a soutenu le mouvement des routiers, qui refusaient de payer une taxe dont le principal bénéficiaire aurait été un proche de Poutine, et celui des médecins hospitaliers refusant des suppressions de postes massives et des salaires dérisoires.

Circonstance aggravante pour les juges : ce syndicat a réussi à s'implanter à Togliatti chez Avtovaz (dont

Renault a pris le contrôle), à Vsevolojk (près de Saint-Petersbourg) chez Ford et dans les usines Volkswagen, PSA+Mitsubishi, Benteler de Kalouga, une ville proche de Moscou dont le Kremlin veut faire une vitrine de l'automobile, afin d'y attirer les constructeurs étrangers.

Le MPRA, qui a mené quelques grèves, demande aussi que l'indexation des salaires sur le coût de la vie figure dans le Code du travail. Alors, certains de ses animateurs ont été tabassés, menacés « d'avoir un accident », licenciés. Les autorités ont aussi obtenu que les instances du syndicat écartent des organisateurs trop actifs au profit de représentants plus mesurés.

En fait, les autorités reprochent au MPRA d'exister. Elles le traitent d'agent de l'étranger. Mais, en le réprimant comme tel, elles agissent bien en fondés de pouvoir du capital automobile européen, japonais et américain !

En cela, bien sûr, elles se rendent service à elles-mêmes. Car la caste parasitaire qui gouverne la Russie craint comme la peste toute forme d'organisation politique ou même syndicale dans les entreprises.

Pierre Laffitte



Militants du MPRA diffusant à l'usine Volkswagen de Kalouga.

Mayotte : mobilisation de la population

La ministre des Outre-mer ne prévoyait pas de se rendre à Mayotte avant l'élection législative partielle des 18 et 25 mars. Elle y a finalement été expédiée le jour de la rentrée scolaire, lundi 12. Griveaux, le porte-parole du gouvernement, avait affirmé de façon péremptoire que la rentrée se ferait à la date prévue, sous-entendant que tous les protestataires seraient calmés.

Mais les barrages et les manifestations ont continué, la rentrée scolaire n'a pas eu lieu. La ministre venait répéter que des escadrons de gendarmes viendraient sécuriser l'île, qu'un patrouilleur de la Marine nationale ferait la chasse 24 heures sur 24 aux kwassas kwassas, ces embarcations de fortune empruntées par les Comoriens qui tentent de gagner Mayotte. Elle a aussi évoqué la possibilité d'instaurer un statut d'extraterritorialité à l'hôpital de Mayotte et à sa maternité, pour ne pas avoir à accorder la nationalité française, au titre du droit du sol, aux enfants de Comoriennes y ayant accouché.

C'est réduire volontairement aux questions d'immigration et de sécurité les revendications du mouvement. La population

mobilisée exige le recrutement et la formation de centaines d'enseignants, de surveillants, de personnel technique et administratif, la construction d'établissements scolaires en nombre suffisant. Comme le demande le personnel enseignant et non enseignant, il faut que cessent les classes surchargées, il faut mettre fin à ce système inouï de cours par alternance, matin pour les uns et après-midi pour d'autres. De même, il est d'urgence vitale que les médecins, les sages-femmes, les infirmiers, les aides-soignants, les hôpitaux, les maternités, les centres de soins, les matériels, les médicaments, etc. soient en nombre suffisant.

C'est plus que nécessaire dans ce département laissé à la traîne par les différents gouvernements, depuis Sarkozy jusqu'à Macron en



Un bidonville à Mayotte.

passant par Hollande ! Certains disent que le 101^e département a cinquante ans de retard. Il apparaît que ce n'est pas en prétendant réduire la « pression migratoire », comme le font le gouvernement et divers politiciens, que ce retard sera rattrapé. Tous ceux qui désignent les Comoriens qui fuient la misère de leur pays pour espérer vivre un peu mieux à Mayotte comme les principaux responsables de l'insécurité trompent les classes populaires et cherchent à attiser la haine entre les Mahorais et leurs frères des autres îles des Comores. C'est l'impérialisme français qui, pour conserver une présence dans la région, a coupé Mayotte, dotée du statut de territoire français,

des autres îles de l'archipel des Comores, transformant ainsi en étrangers les Comoriens qui ne sont pas nés à Mayotte. Mais tous sont victimes du même sous-développement résultant de plus d'un siècle de colonialisation française.

Mardi 13 mars, au deuxième jour de la visite ministérielle, la mobilisation n'avait pas faibli sur l'île, ce que montrait le nombre de manifestants à Mamoudzou et l'envahissement du conseil départemental. L'exaspération des manifestants a éclaté contre un sénateur et deux maires « dégagés » de la salle alors qu'ils préparaient une rencontre avec la ministre. « Nous venons virer les traîtres d'hier » criaient-ils,

car la veille ces élus avaient accueilli la ministre en l'absence des leaders de la mobilisation, porteurs de revendications économiques et sociales.

Ce même jour, le 13 mars, un accord a été signé par des représentants des collectifs et de l'intersyndicale. Ils ont appelé à la suspension du mouvement et à la levée des barrages.

Le poison du racisme d'État contre les Comoriens, visant à détourner la colère, n'a pas pu étouffer la mobilisation de la population sur le terrain social. C'est un acquis à préserver, car seule une lutte unie de tous les opprimés leur permettra de mener le combat contre la misère et ses conséquences.

Émile Grondin

Iran : la contestation ouvrière continue

Au moment où Le Drian, le ministre des Affaires étrangères de Macron, était à Téhéran pour défendre les intérêts des capitalistes français en Iran, le régime des mollahs poursuivait la répression contre les femmes refusant de porter le voile et contre les travailleurs réclamant le paiement de leurs salaires.

Les journaux français ont rendu compte des déclarations de l'ayatollah Khamenei, le plus haut responsable politique et religieux du pays, fustigeant les femmes « manipulées par les ennemis

de l'Iran » qui enlèvent leur voile en public, « encourageant ainsi le peuple à la corruption ». Le 8 mars, journée internationale des femmes, la police de Téhéran a arrêté une vingtaine de femmes

manifestant devant le ministère du Travail pour réclamer des salaires égaux et équitables. La veille, le procureur avait condamné à deux ans de prison, dont trois mois ferme, l'une des femmes qui avaient brandi publiquement leur voile.

Par contre, la presse occidentale passe sous silence la lutte des travailleurs dans plusieurs villes pour exiger le paiement des arriérés de salaire. Une partie des 3000 ouvriers de la sucrerie

de Haft Tapeh (Khouzestan) sont mobilisés depuis des semaines parce qu'ils n'ont pas touché leur paie, que les directeurs volent leurs primes d'équipe et réduisent arbitrairement les salaires.

Depuis trois semaines, les ouvriers de l'aciérie d'Avhaz se rassemblent tous les jours devant le siège du gouvernement du Khouzestan ou la mosquée, pour réclamer leurs salaires, criant : « Notre table est vide » et « Nous sommes des ouvriers, pas des voyous ». Le propriétaire de cette entreprise est un proche des pasdarans, Abdolreza Mousavi, par ailleurs propriétaire de la compagnie aérienne Zagros Airlines et d'une chaîne d'hôtels.

À Salmas, dans le nord-ouest, les cheminots de la compagnie ferroviaire Travers réclament leurs arriérés de salaire, l'arrêt de contrats précaires très courts et le paiement de primes. Par humour noir et sans doute pour atténuer les représailles, ils ont écrit

sur leurs pancartes : « Mort aux travailleurs, vivent les autorités ! »

L'approche des fêtes de Norouz, le nouvel an iranien, que de nombreuses familles ne pourront fêter faute d'argent, exacerbe la colère. Dans la région d'Ispahan, ce sont les paysans qui manifestent contre le détournement de l'eau par les mafias locales. Ils ont été chargés par la police antiémeute.

À ces mobilisations de travailleurs en colère qui montrent leur détermination et leur capacité d'organisation, le régime répond par la répression et une campagne de dénigrement. Khamenei vient d'accuser les grévistes d'être, comme les femmes s'opposant au voile, manipulés par les ennemis de la république islamique et de provoquer une récession économique. Visiblement, ni la répression ni la propagande de telle ou telle fraction du régime ne semblent suffire à arrêter la contestation.

Xavier Lachau



Travailleurs de la sidérurgie en grève à Ahvaz.

Macron en Inde : des milliards pour les patrons français

Macron, en voyage en Inde, s'est vanté d'avoir obtenu 13 milliards d'euros de contrats pour des entreprises françaises. Safran rattrerait la part du lion, avec 12 milliards pour la fourniture et la maintenance de moteurs d'avions pour une compagnie aérienne. Alstom aurait obtenu des contrats pour près de 75 millions d'euros, avec trois nouveaux projets ferroviaires.

Macron se flatte aussi d'avoir avancé dans la négociation d'un gros contrat pour la vente de six EPR par EDF, qui pourrait aboutir d'ici la fin de l'année, alors que les négociations durent depuis près de dix ans. La population locale est d'ailleurs plutôt inquiète à l'idée de voir s'installer le plus gros complexe nucléaire au monde à Jaitapur, en bord de mer. Une manifestation a justement eu lieu samedi 10 mars, sept ans après l'accident de la centrale de Fukushima au Japon, pour

contester ce projet.

Pour Macron, « la France doit devenir le meilleur partenaire de l'Inde en Europe ». Car l'Inde, avec ses 1,3 milliard d'habitants, représente un marché qui a de quoi attirer les convoitises des capitalistes, mais elle n'est aujourd'hui que le 18^e client et le 20^e fournisseur de la France.

Par la même occasion, il a passé « un accord de coopération militaire logistique qui permet à l'Inde d'accéder et d'utiliser les bases navales françaises dans l'océan Indien » et donc de lui donner un avantage dans sa concurrence avec la Chine pour le contrôle de cette partie du monde.

Loin des discours sur la « plus grande démocratie du monde » et des photos romantiques devant le Taj Mahal, il était bien question dans ce voyage de gros sous et de stratégie guerrière.

Hélène Comte

Quand il colle aux "valeurs de la démocratie"

Lors de sa visite à Bénarès, la ville sacrée de la religion hindouiste, Macron était aux côtés du chef de l'État indien, Modi, hindouiste et nationaliste, mais aussi de Yogi Adityanath, le chef de l'État local, l'Uttar Pradesh. Ils s'exhibaient tous les trois dans une barque sur le Gange.

Yogi Adityanath est réputé pour son intégrisme et sa xénophobie dirigés contre les musulmans, qui représentent 20% des 200 millions d'habitants de l'Uttar Pradesh. Il a multiplié les déclarations provocatrices : « Ceux qui s'opposent au yoga et refusent le salut au soleil doivent soit quitter l'Inde, soit se noyer dans l'océan. » Il a formé une milice

antimusulmane qui s'est illustrée en attaquant des bouchers musulmans, qui abattent des vaches, sacrées pour les hindouistes. Dans tout le pays, les meurtres et lynchages de musulmans sont légion, et dans la quasi-totalité des cas la police ne fait rien, voire encourage les meurtriers.

Interrogé sur ce voisinage encombrant, Macron a déclaré « que ce serait une drôle de conception que de défendre la démocratie seulement quand elle colle avec nos valeurs ». Il faut donc croire qu'il défend l'étrange démocratie de ce type de fanatique religieux, pogromiste et meurtrier.

André Victor

Parcoursup : encore plus de sélection, pour l'entrée à l'université

Les lycéens de terminale devaient remplir leurs vœux pour l'enseignement supérieur avant mardi 13 mars sur la plateforme Internet Parcoursup, qui remplace l'ancien système APB (admissions post-bac).

Le nouveau système n'a rien pour rassurer les lycéens, qui n'ont aucune garantie de poursuivre leurs études dans une des filières de leur choix. Chaque université a mis en place des critères différents afin de sélectionner les candidats. Cela va du type de baccalauréat aux notes dans certaines matières, voire à l'expérience professionnelle. La nécessité de rédiger une lettre de motivation, parfois un CV, est un obstacle supplémentaire.

Cela fait les affaires de sociétés de conseil en

orientation, qui proposent des forfaits coûtant jusqu'à 900 euros. Cela ne peut que renforcer les inégalités, alors que les conseillers d'orientation de l'Éducation nationale, eux, sont chargés chacun de 1 500 élèves en moyenne.

Parcoursup ne fait que renforcer le système de sélection des étudiants par les universités, parce que le gouvernement ne veut pas augmenter suffisamment le nombre de places dans l'enseignement supérieur, de façon à accueillir tous les candidats. En 2017, il y

eu 40 000 étudiants supplémentaires, et ce nombre devrait encore augmenter en 2018. Ce ne sont pas les 22 000 places supplémentaires promises qui permettront de les accueillir décemment!

La difficulté de l'accès des jeunes des milieux populaires aux études supérieures n'a rien de nouveau. Ils sont nombreux à devoir travailler pour subvenir à leurs besoins, et payer un loyer, vu l'insuffisance des bourses. Le système universitaire est fait pour favoriser les élèves des milieux aisés. Parcoursup ne fera que renforcer encore un peu les inégalités dans l'accès aux études supérieures.

H. C.



LP Jacques-Brel - Choisy-le-Roi : contre la suppression d'un poste de CPE

Judi 8 mars, les enseignants du lycée professionnel Jacques-Brel à Choisy-le-Roi, dans le Val-de-Marne, ont appris qu'un poste de conseiller principal d'éducation (CPE) sur les deux qui existent actuellement serait supprimé à la rentrée prochaine.

Pour tout le monde, ce serait une régression inacceptable. Les conditions de travail sont déjà plutôt difficiles et restent maîtrisées parce que tous, y compris les deux CPE, font beaucoup d'efforts pour maintenir un climat à peu près serein. Les enseignants les plus anciens dans l'établissement se souviennent de l'époque pas si lointaine où le lycée était considéré par tous ses élèves comme un lycée poubelle et où les

actes d'incivilité et même de violence se multipliaient. Si la situation s'est ensuite améliorée, c'est grâce aux acquis de plusieurs grèves : construction de toilettes décentes puis reconstruction du lycée, classement en zone d'éducation prioritaire, dédoublements de classes, création de postes de surveillants... Alors, il n'est pas question de revenir en arrière et d'accepter qu'il n'y ait qu'un seul CPE pour 31 classes, ni que les

actions de remobilisation des élèves en grande difficulté soit abandonnées.

Dès l'annonce, les enseignants se sont mobilisés et se sont réunis en assemblée générale à plusieurs reprises. La grande majorité d'entre eux et quelques élèves se sont retrouvés une première fois devant le rectorat. Mais ni le recteur ni aucun de ses adjoints n'ont accepté de les recevoir, affichant ainsi le mépris qu'ont ces gens pour l'éducation des jeunes des milieux populaires et pour leurs enseignants.

La mobilisation continue donc et en quelques jours une ambiance de solidarité et de combativité s'est établie.

Correspondant LO

Cercle Léon Trotsky

L'explosion sociale de mai-juin 1968

Vendredi 13 avril à 20h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5^e

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 €

La Poste – Gironde : les facteurs déposent la sacoche

Lundi 12 mars, 492 facteurs, selon les chiffres de la direction, soit près d'un tiers des facteurs de la Gironde, ont fait grève contre la « sacoche » et contre la « méridienne », des réorganisations que La Poste est en train d'imposer progressivement dans la plupart des bureaux du pays. C'est à plus de 400 qu'ils se sont rassemblés à Mériadeck, au pied du bâtiment de la direction départementale.

Ces deux réorganisations que sont la sacoche et la méridienne remettent en cause l'organisation du travail des facteurs. La Poste veut augmenter encore leur charge de travail. La méridienne consiste ainsi en une pause de 45 minutes minimum, imposée, non payée, en conformité avec la loi, mais qui remplace une

pause de 20 minutes payée, ce qui fait que les facteurs terminent la journée encore plus tard dans l'après-midi. Avec la sacoche, les facteurs feront uniquement de la distribution dans leur journée de travail, tandis que quelques-uns ne feront que du tri, alors que jusque-là, chacun commençait sa journée à l'abri par une séance

de tri. Cette réorganisation signifie une aggravation de la pénibilité pour tous.

La mobilisation du 12 mars a été un succès à plusieurs titres. Le nombre de facteurs en grève en même temps est parmi les plus importants des dernières années. C'est sans aucun doute lié au fait que la grève a eu lieu au niveau du département. Alors que, comme à son habitude, La Poste comptait imposer ces réorganisations bureau après bureau, elle a eu affaire cette fois-ci à une riposte collective, à un niveau que les syndicats n'ont jamais cherché à organiser ces dernières années. Ceci a

été possible parce que, sur un préavis de Sud PTT 33, des équipes de militants de Sud mais aussi certains syndiqués de la CGT se sont mobilisés pour cette journée depuis plusieurs semaines. Ils ont organisé des visites dans les bureaux et réuni les facteurs de différents bureaux en assemblées communes, pour dénoncer les réorganisations et préparer la journée du 12.

Dans les semaines de préparation de la grève, on pouvait constater que les facteurs appréciaient la possibilité de se mobiliser tous ensemble. La semaine précédant le 12 mars, le syndicat départemental CGT Poste

a enfin décidé de se rallier à l'initiative de Sud en posant un préavis départemental.

Les facteurs sont bien sûr conscients qu'une journée ne suffira pas à faire reculer la direction. D'ailleurs deux bureaux, Cenon et Bastide, ont décidé de poursuivre la grève au moins le 13 et le 14 mars. C'est en discussion dans d'autres bureaux. Mais, quoi qu'il en soit, cette journée démontre que les facteurs peuvent déjouer la tactique préférée de La Poste, celle consistant à imposer ses mauvais coups bureau après bureau. Un bon signe pour l'avenir.

Correspondant LO

Hôpitaux lyonnais : la grève tient bon

Le 12 mars, les urgentistes de l'hôpital Lyon-Sud ont démarré leur huitième semaine de grève et ceux de l'hôpital Édouard-Herriot leur sixième semaine.

Pour faire connaître leur grève au public, le samedi 3 mars, ils ont fait un happening rue de la République, une rue piétonne commerçante très passante, et ont

recueilli 500 signatures de soutien. Leur revendication est toujours l'obtention de davantage de personnel, car la direction des HCL (Hospices civils de Lyon) est bien

loin, pour l'instant, d'avoir accordé le nombre qu'ils demandent.

Ce qui est nouveau et les a aidés à continuer, c'est que la grève s'est propagée aux Urgences de l'hôpital Saint-Luc – Saint-Joseph, un hôpital privé à but non lucratif. Les soignants de cet hôpital

ont le même problème de manque de personnel et de médecins, avec des patients qui attendent en moyenne huit heures pour être soignés.

À Lyon-Sud, d'autres services que les Urgences se sont également mis en grève : l'unité d'hépatogastro et celle d'hématologie non stérile. Et, à l'hôpital de la Croix-Rousse, les soignants des Urgences devaient se réunir vendredi 16 mars pour s'organiser pour rejoindre le mouvement.

Bien sûr, les grévistes sont assignés et les malades sont accueillis. Pour participer aux réunions et

aux actions, les soignants doivent revenir sur leurs repos. Certains sillonnent même Lyon la nuit pour installer un peu partout des banderoles parlant de leur grève. Ils en mettent même sur les autoroutes. Tout cela est évidemment fatigant, d'autant plus qu'il y a beaucoup de travail dans les hôpitaux en ce moment.

Les grévistes avaient prévu de participer, le 15 mars, à la manifestation des Ehpad et des retraités, et de se joindre également à celle du 22 mars. Malgré la fatigue, ils restent déterminés.

Correspondant LO



Happening dans une rue piétonne de Lyon.

CHU – Reims : décès aux Urgences

Mardi 6 mars, après deux heures et demie d'attente aux Urgences du CHU de Reims, une personne âgée est décédée d'un arrêt cardiaque. Le personnel médical a entrepris la réanimation à même le brancard de l'ambulance, mais le cœur n'est pas reparti.

Les Urgences étaient à ce moment-là complètement saturées, comme le dénoncent les ambulanciers qui ont amené la personne âgée depuis sa maison de

retraite : « Nous n'avons rien à redire sur le personnel des Urgences : ils font ce qu'ils peuvent, mais ils ne sont pas assez nombreux. » Le président de l'association des médecins urgentistes a d'ailleurs déclaré à propos de ce décès : « Les gouvernants et notre ministre actuelle nous disent qu'il faut fermer des lits. Mais nous, les professionnels de terrain, nous disons que la première cause de dysfonctionnement des Urgences, ce sont les

patients qui attendent un lit. Quand ils sont dans un box en attendant un lit, ceux qui arrivent restent à l'extérieur sans surveillance. Donc, la direction de l'hôpital de Reims a une responsabilité. »

Une mort dans de telles conditions est inacceptable et choquante. Elle traduit la situation catastrophique des Urgences à travers le pays, dont l'État est clairement responsable.

Correspondant LO

Nos dernières publications

Revue *Lutte de classe*

Au sommaire du n° 190 (mars 2018) :

- **SNCF** : une attaque contre tous les travailleurs
- **Le harcèlement sexuel** dans les entreprises, fléau de l'exploitation capitaliste
- **Les agriculteurs**, victimes de la jungle capitaliste
- **Tunisie** : le mécontentement social explose
- **Grande-Bretagne** : la résistible ascension de la précarité
- **Capitalisme vert** : le profit labellisé « écolo »

Prix : 2,50 € (4 € avec les frais d'envoi).

Nos lecteurs peuvent également lire sur le site de Lutte de classe : *Italie : comment Lotta comunista transforme le marxisme*

Brochures du Cercle Léon Trotsky

- **Révolution russe**. Pour changer le monde, les travailleurs au pouvoir. Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 (n° 150)
- **L'industrie d'armement et l'impérialisme** (n° 151, 17 novembre 2017)
- **Le mouvement communiste et la question nationale** (n° 152, 19 janvier 2018)

Prix : 2 € par brochure. Ajouter 1,50 € pour les frais d'envoi, et 3 € à partir de deux brochures.

Paiement par chèque à l'ordre de : Lutte ouvrière (BP 20029, 93501 Pantin Cedex).

Ford - Blanquefort : une première manifestation réussie

Dès la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 mars, les travailleurs de Ford FAI, à Blanquefort, près de Bordeaux, se sont largement mis en grève dans le cadre d'une journée usine morte. Celle-ci avait été prévue lors de l'assemblée générale du 5 mars, pour protester contre le désengagement de Ford, c'est-à-dire la programmation de la fermeture de l'usine.

Plusieurs centaines de travailleurs de l'usine, ainsi que des syndicalistes de La Poste, des hôpitaux, de GM&S, étaient venus en soutien et se sont retrouvés à la préfecture de Bordeaux à l'occasion d'une réunion entre Ford, les syndicats et les pouvoirs publics.

Cette réunion était initialement celle d'un comité de suivi de l'activité de Ford, telle qu'il y en a régulièrement depuis le retour en 2011 de l'usine dans le giron du groupe et les dizaines de millions de subventions dont il a bénéficié. Elle a permis aux différentes parties de préciser leurs positions. Ainsi, Ford a renouvelé son intention de cesser les activités dans le courant de l'année 2019, en disant qu'il n'a pas de solution pour FAI, pas de projet industriel. Le délégué interministériel, représentant le gouvernement, a quant à lui reproché à Ford de ne pas tenir la promesse que son numéro 1 Europe vient juste de faire au ministre Le Maire, à savoir maintenir l'activité... jusqu'à fin 2019 et

pérenniser l'emploi ensuite.

Le gouvernement en est donc à négocier avec Ford six mois d'activité avant que celui-ci ne rejoue la comédie du repreneur. Quant aux élus locaux de Bordeaux, du département et de la région, ils ont manifesté lors de cette réunion la même impuissance face à Ford, disant avoir été baladés, mais démontrant surtout qu'ils ne sont bons qu'à signer des chèques aux entreprises en priant pour que celles-ci daignent rester sur place.

Lors de cette réunion, la CGT a remis aux élus et aux pouvoirs publics un document interne de Ford, où l'entreprise fait le bilan de l'échec de la fermeture de 2008 et de la reprise de l'activité en 2011. La stratégie du repreneur y est explicitée. On peut y lire que sous-traiter la fermeture via un repreneur permet de limiter la publicité négative, mais aussi d'économiser de l'ordre de 380 millions de dollars de frais de fermeture et de maintenir la production de boîtes de



La manifestation du 5 mars.

vitesses le plus longtemps possible. Parmi les leçons que Ford a tirées de son échec en 2011, démontrant que depuis il n'a pas cessé de réfléchir à la fermeture du site, il y a celle de maintenir le plus longtemps possible diverses alternatives de reprise et celle consistant à chercher à maintenir le moral des salariés pendant l'opération de cession, pour que la manœuvre réussisse.

Si les travailleurs, eux, ont une leçon à retenir, c'est que les capitalistes ne connaissent que le rapport de force et la publicité négative, mauvaise pour les affaires. Il leur faut s'en souvenir pour la journée de mobilisation du 15 mars, à l'occasion de la venue de la direction Europe de Ford sur le site de Blanquefort.

Correspondant LO

Peugeot Japy - Doubs : les dépeceurs à l'œuvre

Fournisseur de pièces pour l'automobile, l'entreprise Peugeot Japy compte 500 salariés, dont 300 CDI, 190 intérimaires et 10 CDD. Installée aux portes des usines Peugeot Sochaux, à Valentigney dans le Doubs, elle a été vendue et revendue et elle n'est plus propriété du groupe PSA mais d'un groupe sous-traitant de l'automobile, Maïke Automotive, aujourd'hui en redressement judiciaire.

Ce dernier repreneur de Peugeot Japy s'est au passage gavé de subventions versées par la communauté d'agglomération, présidée à l'époque par le socialiste Pierre Moscovici.

Une grève a eu lieu le 8 mars pour protester contre les projets de reprise, qui signifiaient des suppressions d'emplois et d'importants reculs pour les travailleurs restants. Les syndicats mettent en cause PSA, qui vient d'annoncer des milliards de profits.

Deux groupes sont candidats à la reprise de l'usine, Farinia et 4A Industrie. Comme toujours, les repreneurs se présentent comme des sauveurs, mais ils proposent de laisser sur le carreau près d'une soixantaine de salariés, et annoncent d'importants reculs pour les travailleurs qui resteraient, avec le retour aux 40 heures... payées 37. Des chômeurs en plus et des travailleurs encore plus exploités, voilà ce que proposent les repreneurs!

À l'appel du maire de droite LR de Valentigney, une manifestation, à laquelle l'intersyndicale FO-CFDT-CGC et l'union locale CGT se sont ralliées, s'est

déroulée dans les rues de la ville samedi 10 mars. Environ 700 manifestants ont parcouru les rues de cette commune marquée depuis plus d'un siècle par les activités industrielles des familles Peugeot et Japy.

« On veut un repreneur, pas un dépeceur », lançait la sono syndicale. Malheureusement, les repreneurs sont bien souvent des dépeceurs. En tout cas leur seul objectif est de presser un peu plus le citron, de faire de l'argent sur les dos des salariés.

Le patronat mène la guerre aux travailleurs. Bien sûr, les politiciens de droite ou de gauche protestent quand cela touche leur commune, comme l'ont fait ceux de Valentigney en prenant la tête de la manifestation du 2 mars. Mais, bien évidemment, ils ne parlent jamais d'interdire à ces entreprises de licencier. Des syndicalistes CGT les ont interpellés et qualifiés avec raison de « traîtres à la cause ouvrière ». Car ce n'est certainement pas sur eux qu'il faut compter pour imposer aux patrons de prendre sur leurs millions de profits pour maintenir les emplois.

Correspondant LO

General Electric - Villeurbanne : la direction a dû reculer

Les 80 travailleurs des ateliers de production de General Electric Villeurbanne, en grève pendant sept jours complet du 26 février au 7 mars, ont finalement obtenu ce qu'ils réclamaient.

Ils se battaient pour que la prime de 550 euros brut proposée par la direction dans le cadre des NAO (négociations annuelles obligatoires), et jugée nettement insuffisante, passe à 1 000 euros net. Face au mépris de la direction locale qui ne voulait rien céder de plus, c'est donc la RH France, Anna

Henry, qui est venue à Villeurbanne.

Ont été accordées pour les ateliers une prime de 160 euros en chèque cadeau et une prime trimestrielle collective de 150 euros environ pour les trois prochains trimestres. En plus, pour tout le personnel, 100 euros ont été ajoutés à la prime d'intéressement. Quant aux jours de grève, un sera payé, trois seront récupérables et trois retenus en trois fois sur la paye.

Évidemment, cela reste des primes et le problème va se reposer l'année

prochaine, puisque rien n'est acquis définitivement. Quant à la dégradation des conditions de travail, un prestataire extérieur va être recruté pour « travailler sur les problèmes de reconnaissance du personnel ». Tout le monde est conscient qu'il ne faudra pas relâcher la pression!

Le travail a repris, mercredi 7 mars pour certains et jeudi 8 mars pour tous. Et, dans l'ensemble, les grévistes sont satisfaits d'avoir fait reculer le patron et de s'être fait respecter.

Correspondant LO

Safran-Snecma – Gennevilliers : débrayages contre un licenciement

« Indigne et révoltant », voilà les mots qui revenaient le 8 mars dans la bouche des travailleurs de la Snecma Gennevilliers dans les Hauts-de-Seine, qui fait partie du groupe Safran, juste après l'annonce par la direction du licenciement d'un travailleur du secteur ITU, secteur qui fabrique des aubes de turbine. Cet ouvrier, le 7 février dernier, avait eu une altercation avec un de ses collègues.

Cette décision scandalise les travailleurs de l'usine, et ce d'autant plus que ce camarade travaille dans le centre de Gennevilliers depuis l'âge de 19 ans, qu'il cumule 33 années d'ancienneté, qu'il s'est usé durant toutes ces années dans les secteurs les plus difficiles de l'usine, en 2x8 et la nuit. Qui plus est, trois médecins différents (un pneumologue, un généraliste, un dermatologue) avaient attesté de manière séparée

qu'il prenait des médicaments pouvant altérer son comportement. Cela, la direction le savait.

Elle le savait, comme elle sait que les contraintes permanentes qu'elle exerce sur les ouvriers, les pressions multiples pour augmenter la productivité, tout cela peut aussi provoquer des tensions entre travailleurs.

Jeudi 8 et vendredi 9 mars, les premières mobilisations ont été fortes. Le 9 mars, ce sont près de

250 salariés de tous les secteurs de l'usine qui ont débrayé et défilé pour réclamer des comptes à une direction fuyante.

Le succès de ces débrayages a encouragé une partie d'entre eux à renforcer la mobilisation, conscients que la gravité de la sanction vise à refroidir tous les travailleurs, leur faire tout accepter : l'augmentation des cadences, la soumission à la hiérarchie et la rupture avec le principe de la solidarité ouvrière.

Lundi 12 mars, à l'appel de la CGT, deux nouveaux débrayages étaient organisés à 10 heures et 15 heures, rassemblant au total 320 travailleurs. Devant les deux assemblées, le directeur du centre s'est engagé à requalifier les motifs du licenciement : de « grave » le motif est devenu « sérieux », une petite nuance qui autorise le travailleur à toucher des indemnités de licenciement, ce qui est loin du compte. Sur tout le directeur du centre s'est engagé à faciliter son embauche dans une entreprise sous-traitante. Il n'y a rien d'écrit, rien d'officiel et les travailleurs restent mobilisés pour que cette promesse ne s'envole pas avec le temps. Un nouveau débrayage était prévu pour maintenir la pression. Seul cet élan de solidarité a permis d'imposer des reculs par rapport à la sanction initiale.

Correspondant LO



Les travailleurs manifestent dans l'usine pour soutenir le camarade licencié.

Carrefour : grève contre le plan d'attaque de Bompard

Les syndicats Force ouvrière et CFDT du groupe Carrefour ont appelé mardi 13 mars à une journée de grève dans les magasins à l'échelle du groupe. Elle aura lieu le samedi 31 mars prochain, pour le pouvoir d'achat, la défense de l'emploi et la lutte contre la location-gérance. La CGT, de son côté, appelle à faire grève la veille.

Ces actions ont pour but de dénoncer la suppression de milliers de postes prévues par le plan Bompard, mais aussi la récente annonce que Carrefour versera 57 euros de participation cette année, au lieu de 600 l'an dernier. L'annonce est d'autant plus choquante que l'intéressement est lui aussi au plus bas et que les salaires sont bloqués depuis des années.

Mais c'est en réalité toute la politique de Carrefour

qui choque. Cela fait des mois que tous les magasins tournent en sous-effectif, avec des employés parfois obligés de tenir un rayon tout seul, durant des heures entières, alors qu'il faut normalement être deux, voire trois. Les caissières ne peuvent prendre leur pause de milieu de journée ou sont obligées de rester au-delà de l'heure de fin de service. Tous les magasins ont supprimé en quelques années des dizaines de postes, sans

plan social.

Cela se traduit partout par des accidents qui se multiplient. Et, comme les collègues en arrêt maladie ne sont presque jamais remplacés, cela alourdit la charge pour les autres. La direction manie de plus en plus souvent l'intimidation, voire les sanctions disciplinaires pour imposer à tous cette dégradation des conditions de vie et de travail.

Des mobilisations ont d'ailleurs déjà commencé dans des entrepôts logistiques et dans certains magasins, notamment ceux touchés par le passage en location-gérance.

Alors, il est plus que temps pour les salariés de manifester leur colère.

Correspondant LO



EDF – Nanterre : les salariés du nettoyage ne se laissent pas faire

Les salariés du nettoyage du site EDF à Nanterre sont en grève depuis le jeudi 22 février. Certains d'entre eux, à temps partiels non choisis, demandent depuis des années des heures pour compléter leur contrat de travail de 3, 4 ou 5 heures par jour.

C'est l'arrivée de nouvelles personnes du nettoyage, auxquelles le patron de la société, La Providence, a accordé le temps plein, qui a mis le feu aux poudres, le coup de colère entraînant dix salariés sur les quinze du site. Et, quitte à être en grève, les grévistes ont ajouté à leurs revendications la requalification de tous. En effet ils sont tous aux salaires les plus bas, à 10,08 euros de l'heure sur la grille de 2018, depuis plus de vingt-huit ans pour certains. Ils ont également demandé le 13^e mois.

Avec la CGT, liée à EDF, ces travailleurs s'organisent et se retrouvent tous les matins pour voter la grève et discuter du programme de la journée. Ils ont fait appel à la solidarité des salariés d'EDF et des prestataires informatiques du site, recueillant 670 signatures et plus de 2500 euros pour la caisse de solidarité.

Dans un premier temps, le patron a accordé une requalification, qui ne représente que huit centimes de plus de l'heure, mais a refusé catégoriquement le treizième mois. Il prétexte qu'il verse déjà une prime de fin d'année. En effet, depuis deux ans, une prime

de 6,7% du salaire mensuel est versée : à ce rythme-là, le treizième mois sera peut-être versé dans trente ans!

Quant aux heures complémentaires, le patron n'en accorde que cinq pour quatre salariées, au lieu des 13 heures demandées en tout. Les salariés ont proposé de passer à seulement 6 heures par jour, puis 7 heures en 2019, quand le site, actuellement partiellement en travaux, sera entièrement refait et opérationnel.

Mardi 13 mars, après une visite du patron et de ses sbires venus étaler leur mépris, les grévistes, nullement intimidés, sont allés se montrer et faire du bruit à l'entrée des voitures.

Ils sont allés également à l'entrée d'un restaurant inter-entreprises voisin, faire de la mauvaise publicité à La Providence et solliciter la solidarité financière. Le bon accueil a encouragé à continuer ce type d'action, qui sera reconduit lors du rassemblement du 15 mars des Ehpad devant le conseil départemental des Hauts-de-Seine. Mardi 13 mars, au 13^e jour de grève, le moral était au beau fixe!

Correspondant LO

18 mars : vive la Commune de Paris !

L'association *Les amies et amis de la Commune de Paris 1871* commémore, comme chaque année, le premier jour de la Commune.

Le rendez-vous est fixé à Paris, dimanche 18 mars à 15 h, place Denfert-Rochereau, angle boulevard Raspail et rue Froidevaux, pour ensuite marcher sur les traces de la Commune de Paris dans le XIV^e arrondissement.

Air France : la direction pleure misère... mais peut racheter Air India

Après la grève du 22 février, et dans la perspective de celle du 23 mars pour la même raison, Air France ne cesse de prétendre qu'elle ne peut pas accepter 6% d'augmentation générale des salaires, après les avoir gelés durant sept ans.

À l'écouter, cela lui coûterait 260 millions d'euros, ce que ses finances ne sauraient supporter. Mensonge ! Et c'est elle-même qui en apporte la preuve.

Depuis quelques jours, tout le petit monde du transport aérien bruisse d'une information : Air France s'approprierait à racheter Air

India, que le gouvernement indien veut privatiser. Le morceau est d'ailleurs si gros qu'Air France s'associerait dans l'affaire avec ses partenaires de l'alliance du transport aérien Sky Team, l'américaine Delta et l'indienne Jet Airways. Mais, ce faisant, le groupe Air France-KLM obtiendrait

le leadership sur le marché du sous-continent indien en matière de transport aérien, en taillant des croupières à ses principaux concurrents : Lufthansa et British Airways.

Certes, ces derniers ne vont sans doute pas rester sans réagir. Mais une chose est claire : quand Air France prétend n'avoir pas le sou pour les salaires, elle n'éprouve aucune difficulté à trouver quelques malheureux milliards pour une bonne affaire.



Alors, une bonne raison de plus pour ne pas croire la direction et pour préparer le 23 mars une mobilisation encore plus importante que le mois dernier... et qui pourra démarrer dès

le 22 mars, des syndicats d'Air France, dont la CGT, appelant à se mobiliser ce jour-là avec les cheminots et d'autres secteurs du public et du privé.

Correspondant LO

L'affaire de la chemise en appel

Le procès en appel de l'affaire dite « de la chemise » d'Air France a débuté le 12 mars. Il doit durer jusqu'au 21 de ce mois.

Douze travailleurs de la compagnie comparaissent à cette occasion devant le tribunal de Paris. Cinq d'entre eux, déjà licenciés, sont jugés pour violences, tandis que sept autres, déjà condamnés à des amendes, repassent en jugement pour dégradations devant le siège de la compagnie, ce fameux 5 octobre 2015. Ce jour-là, lors d'un comité central d'entreprise, la direction d'Air France

avait annoncé des restructurations : en fait, des milliers de suppressions de postes, dont de nombreux licenciements. Mais cela, aux yeux de la justice, n'est pas de la violence mais le droit sacré qu'a le patronat de jeter à la rue ceux dont il n'a plus besoin.

Face à ce patronat et à la justice, des syndicalistes de la CGT, de FO et des porte-parole d'organisations

politiques, dont notre camarade Nathalie Arthaud pour Lutte ouvrière, étaient venus affirmer leur solidarité avec les travailleurs d'Air France, lors de l'ouverture du procès, lundi 12 mars.

Et comment ne pas être scandalisé de voir avec quel cynisme Air France déclare, par voie de presse, « regretter que ce procès se poursuive, imposant à toutes les victimes de se replonger dans ces événements, qui ont été choquants pour tous ».

Bien sûr, Air France préférerait faire oublier cet

épisode. Et d'abord parce qu'il a montré à tout le pays, à commencer par le reste du monde du travail, qu'on pouvait, qu'on devait ne pas accepter de se faire mettre à la porte sans réagir. Car que croyait donc la direction ? Que les travailleurs allaient accepter l'augmentation du temps de travail, la poursuite du blocage des salaires, et finalement de se laisser jeter dehors sans rien dire, sans laisser éclater leur colère ?

Pour la direction d'Air France, il n'est pas question que des salariés rendent les

coups qu'elle leur porte, sinon la répression doit être à la hauteur de la résistance. Et elle ne s'en prive pas, comme le montre le cas de ces douze travailleurs en procès.

Au travers d'exemples comme celui-ci, le patronat, à Air France comme ailleurs, cherche à intimider. Il voudrait désarmer ainsi par avance ceux à qui il mène une guerre de classe : une guerre où ce qui est en jeu n'est pas la chemise d'un haut cadre, mais la peau de millions de travailleurs.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte Ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte Ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière,

En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres

dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Protectionnisme : guerre entre capitalistes

Le 8 mars, Trump a signé un décret imposant une augmentation de 25 % des droits de douane sur l'acier importé par les États-Unis, et de 10 % pour ceux sur l'aluminium. Avec ces mesures protectionnistes, Trump enclenche un engrenage dangereux.

Pour se justifier, le président américain utilise le langage guerrier : « *L'industrie américaine de l'acier et de l'aluminium a été dévastée par des pratiques commerciales agressives. C'est une véritable agression contre notre pays.* » Ce sont pourtant les patrons de la sidérurgie qui ont fermé les hauts-fourneaux et transformé en déserts industriels certaines anciennes capitales de l'acier, comme la ville de Pittsburg, pour des raisons de rentabilité, préférant que les États-Unis importent un tiers de l'acier qu'ils utilisent.

La mesure prise par Trump, qui doit entrer

en vigueur dans deux semaines, aura un impact limité sur les importations d'acier. Le Canada, premier fournisseur des États-Unis, en est exempté tant que dure l'Aléna, l'Accord de libre-échange nord-américain. Le Brésil, deuxième fournisseur, pourrait négocier une exemption. Mais cela contribuera à intensifier la guerre commerciale permanente entre les trusts, et donc les États à leur service. L'Union européenne a répondu par des menaces de rétorsion, avec par exemple une augmentation des droits de douane sur le bourbon, le jus d'orange, le beurre

de cacahuète. L'Organisation mondiale du commerce peut bien pleurer contre les mesures protectionnistes, le ministre français de l'Économie, Le Maire, exprimer ses regrets, tous savent que, dans le cadre de l'économie

capitaliste, tout va se régler au rapport de force.

Il reste que, si une guerre commerciale s'enclenche, à coups de taxes imposées et de mesures de rétorsion, une des premières conséquences sera une augmentation des

prix que les populations paieront. Loin de permettre de sortir de la crise économique, cela pourra conduire à son aggravation. Là aussi, ce sont les populations qui le paieront.

Vincent Gelas



Acierie à Pittsburg.

Un piège pour les travailleurs

L'augmentation par Trump des droits de douane sur l'acier et l'aluminium importés aux États-Unis a bénéficié du soutien affiché de Richard Trumka, dirigeant de la confédération syndicale CIO, qui a déclaré qu'il « *applaudissait les efforts du gouvernement pour régler le problème (...) des pays exportateurs d'acier qui font du mal aux travailleurs (...) aux États-Unis.* » Parallèlement en France, on a pu entendre une syndicaliste CFDT d'ArcelorMittal se

solidariser avec la direction de son entreprise qui protestait contre la hausse des tarifs douaniers.

Faire croire aux travailleurs américains que la politique douanière de Trump défend leurs intérêts, ou que les ouvriers d'ArcelorMittal, ici, auraient intérêt à se ranger derrière leur patron, procède de la même illusion. ArcelorMittal en est un bon exemple : une grande partie de son acier est produit aux États-Unis et ses usines françaises exportent

très peu vers ce pays. Cela n'empêche pas la direction de dire que la politique de Trump menace ses investissements en France, ce qui pourrait justifier de futurs mauvais coups contre les travailleurs.

Au niveau politique, c'est avec une démagogie comparable qu'un Mélenchon ou une Le Pen revendiquent le rétablissement de frontières ou l'augmentation des taxes sur les produits importés, qui seraient censés protéger les emplois et

les salaires des travailleurs. Cette politique plus ou moins protectionniste des États, selon les productions et les époques, fait partie de leur arsenal pour protéger au mieux les intérêts de leurs bourgeoisies respectives. Pour les travailleurs, il s'agit non seulement d'un leurre, mais d'un poison qui leur divise, qui leur donne à croire que, pour se protéger, mieux vaut se ranger docilement derrière « leur » patron, derrière « leur » gouvernement, derrière « leur »

armée. Leurs seuls alliés dans la guerre pour protéger leurs emplois, leurs conditions de vie et de travail, se trouvent en réalité aux quatre coins du monde, souvent exploités par les mêmes multinationales. Par-delà les frontières, les travailleurs ont tout intérêt à faire front commun contre la démagogie de gouvernements qui voudraient les enrôler dans une guerre, pour l'instant commerciale, qui n'est pas la leur.

Nadia Cantale

Procès de Tarnac : police menteuse, justice piteuse

Le procès dit de Tarnac vient de s'ouvrir, près de dix ans après les faits.

En novembre 2008, le gouvernement, en l'occurrence la ministre de l'Intérieur du président Sarkozy, Michèle Alliot-Marie, annonçait à son de trompe une grande victoire contre un complot terroriste. Une armada de gendarmes, une flotte de cars de police, une nuée de semelles à clous avaient fondu sur une petite ferme de la localité de Tarnac et embastillé pour des mois huit jeunes gens qui vivaient là. La presse faisait aussitôt ses gros titres de l'opération et la ministre se pavanait sur les plateaux de télévision, prétendant avoir terrassé le grand Satan. Les spécialistes policiers, les politiques et les commentateurs en tout

genre défilaient alors dans les médias, vantant l'excellence des services policiers français et la nocivité de la prétendue ultragauche.

Les juges chargés d'instruire le procès ont eu, eux, beaucoup plus de mal à se dépatouiller de l'affaire, au point qu'ils ont été tentés de la classer sans suite à plusieurs reprises. Les charges ne tiennent pas, les accusations sont contradictoires et parfois mensongères, la police et les services antiterroristes semblent avoir monté l'affaire de toutes pièces. De tout ce vacarme, il ne resterait aujourd'hui que des fers à béton mettant hors service des caténaires de la SNCF. Si le fait est avéré, la culpabilité des huit de Tarnac est loin d'être prouvée.

Mais voilà, l'État ne peut

pas admettre avoir emprisonné pour rien huit personnes et leur avoir pourri la vie pendant dix ans. Des ministres ne peuvent pas venir avouer qu'ils se sont monté le bourrichon et ont menti au public en toute connaissance de cause. Alors, la procédure judiciaire a suivi son cours.

Le comportement des ministres de Sarkozy, montant un coup lamentable pour se faire valoir ou pour déstabiliser la concurrence, est pitoyable. Mais le fait qu'ils puissent, pour leurs combats de pieds nickelés, mettre l'État à leur service est révélateur, comme l'est l'aveuglement volontaire de la machine étatique qui, une fois lancée, va jusqu'au bout de l'absurdité.

Paul Galois

Fête annuelle de Lutte ouvrière

Cartes d'entrée (12 euros jusqu'au 8 avril) et bons d'achat (4 euros pour une valeur de 5 euros).

Disponibles auprès de nos camarades, par courrier ou sur notre site.

Fête de Lutte ouvrière
BP 2029
93501
Pantin Cedex

www.fete.lutte-ouvriere.org

